

3. Le Gouvernement du Canada prendra les dispositions appropriées avec l'Université à l'égard de ce qui précède.

ARTICLE II

Statut et administration du Bureau

Le Bureau sera considéré comme étant partie intégrante du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), lequel est un programme de l'Organisation des Nations Unies. Il sera administré et géré conformément aux règlements de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE III

Coopération entre le Bureau et l'Université

Aux fins de la mise en œuvre en Amérique du Nord des composantes information du programme de travail du Centre, le Bureau et l'Université coopéreront, dans les limites de leurs ressources et de leurs mandats respectifs, à des activités de caractère universitaire et d'intérêt mutuel dans le domaine des établissements humains. Les modalités de cette coopération, pendant la période de validité et à l'expiration du présent Accord, seront telles que convenues dans le Mémoire d'accord du 15 décembre 1980 entre le Bureau et l'Université.

ARTICLE IV

Financement du Bureau

1. Le Gouvernement du Canada s'engage par le présent Accord à fournir jusqu'à concurrence de cinq cent mille dollars canadiens (500 000 \$CAN) pour permettre au Bureau de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du présent Accord et du Mémoire d'accord susmentionné. La contribution canadienne sera disponible au Canada et payable au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

2. A cette fin, le Centre ouvrira à Vancouver un compte en banque qui sera administré par le directeur exécutif du Centre conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

3. Il est entendu que les fonds ainsi fournis ne seront utilisés qu'aux fins des activités et programmes du Bureau d'information pour l'Amérique du Nord, y compris les productions audio-visuelles mises en œuvre par l'intermédiaire du Bureau pendant la durée du présent Accord, à l'appui du programme global du service d'information unifié du Centre.

4. Des renseignements financiers appropriés, établis conformément aux procédures du Centre concernant les rapports, seront fournis chaque année au Gouvernement du Canada afin de l'informer des activités menées par le Bureau en vertu du présent Accord.